

Droite - gauche : **l'action locale ne peut pas être consensuelle.**

Attention, les mots sont piégés. Dans le débat qui s'ouvre sur la décentralisation et la démocratie locale, la droite impose peu à peu son vocabulaire et travaille à vider de son sens celui de la gauche et du monde associatif. Petite revue de ces jeux de langage.

Gouvernance, proximité, bon sens : le prétendu « apolitisme » est toujours de droite

La gouvernance au secours de la pensée unique

Le mot le plus caractéristique du vocabulaire de la droite est **gouvernance**. Locale ou mondiale, peu importe, elle doit être « bonne ». Cela se juge techniquement, sur des critères communément admis, ... des puissants. L'action publique, à quelque niveau que ce soit, est réduite à un exercice technocratique dans lequel il serait malvenu, presque grossier, d'introduire une dimension politique. Sous un mot nouveau, on entonne l'antienne bien connue de la droite dans son action locale : « nous ne faisons pas de politique ». La nouveauté, c'est que cela s'applique à tous les niveaux d'organisation publique : ni la commune, ni la région, ni la France, ni l'Europe, ni les organisations internationales ne feraient de politique. Elles devraient rechercher la « bonne gouvernance ».

Bien sûr l'action publique, pour mettre en œuvre avec succès un projet politique est aussi affaire de méthode et de « technique ». Mais pour nous, socialistes, la technique vient au service d'un projet politique, pas l'inverse.

Nous devons être d'autant plus réticents à utiliser ce mot que les prochaines échéances électorales sont locales. Comment conquérir des sièges, comment même trouver légitimité à s'opposer politiquement si le mandat n'a plus qu'une seule dimension, technique et gestionnaire ?

Ne nous y trompons pas : nous sommes parfois les premiers à feindre l'apolitisme, notamment dans la gestion des intercommunalités. Or les politiques consensuelles sont celles du plus petit dénominateur commun de l'action publique, ... c'est-à-dire celles de la

droite ! A gauche, nous avons tout intérêt à remettre de la politique dans le débat local. L'élection au suffrage universel direct des intercommunalités, au moins urbaines, y contribuerait.

Le débat, d'ailleurs, est le même pour l'Europe. Nous ne nous y étendrons pas ici mais c'est une question clé pour la crédibilité et l'avenir de la social-démocratie en Europe.

La « proximité » : pour éviter les débats de fond

Proximité est un mot piégé. Plus sympathique à première vue que gouvernance, ce mot paraît tellement décrire l'action de la plupart d'entre nous : des marchés au cages d'escalier, des salles des fêtes aux terrains de sports, au travail ou dans les associations, le terrain est notre quotidien, nous en sommes plutôt fiers et nous réfutons l'accusation d'éloignement intentée aux politiques. Nous serions prêts à « en rajouter » tant il nous paraît inconcevable de laisser cette reconnaissance à la droite. L'usage permanent du mot proximité comporte pourtant deux pièges.

Oui, une certaine proximité est indispensable aux politiques : celle qui écoute, prend en compte les préoccupations des habitants pour les retraduire en termes politiques et en propositions d'action. Celle qui est capable de prendre le temps de négocier et convaincre. Celle qui permet d'ouvrir les yeux sur l'état des quartiers, les conditions de vie effectives des familles, la réalité de la délinquance, l'expansion de la solitude mais aussi la rudesse de la compétition entre les entreprises et la précarité au travail.

Mais non, la proximité à gauche, ce ne peut pas être d'admettre et de faire siennes toutes les « solutions » préconisées par la rumeur publique. Proximité ne doit pas être populisme, c'est à dire démagogie. Proximité ne doit pas être non plus asservissement à tous les individualismes, corporatismes ou communautarismes. C'est le premier piège.

Il y a un autre risque à ne parler que de proximité. La « génération-terrain » de la droite en 2001 et 2002 a un projet simple, conscient ou inconscient :

Gouvernance. Sous un mot nouveau, on entonne l'antienne de la droite : « Nous ne faisons pas de politique »

Oui, une certaine proximité est indispensable. Mais non, proximité ne doit pas être populisme.

Nous devons tenir les deux bouts. Observer, mobiliser et agir localement peut aussi permettre de mieux penser et agir globalement.

Démocratie, décentralisation : contre le projet progressiste que nous portons, la droite oppose qu'il ne s'agit que d'« idées de bon sens ».

occupons-nous ensemble de la cage d'escalier et laissez nous les choses sérieuses qui ne vous concernent pas : droit du travail, régulations économiques, commerce international, tout cela est « idéologique » et lointain. Laissez faire, laissez passer, le marché s'occupe du reste. C'est le deuxième piège.

Ainsi, les disciples de la proximité ne sont plus ceux qui « pensaient globalement pour agir localement » mais ceux qui « agissent localement pour ne pas penser globalement ».

Face à cela, notre réaction ne doit surtout pas être de mépriser l'action locale ! N'oublions pas que c'est la réalité des responsabilités qui nous restent aujourd'hui. Au contraire, nous devons nous appuyer sur notre action locale pour redonner à nos concitoyens le sens du projet et de l'intérêt général. Observer, penser, mobiliser et agir localement peut aussi permettre de mieux penser et agir globalement. Nous devons tenir les deux bouts.

En haut, en bas : clivages et populisme

« **En haut, en bas** » : vous pensez à un tube, vous faites fausse route ! Vous n'avez pas compris l'allusion précédente, vous êtes irrémédiablement de la « France d'en haut » : votre compte est bon !

Il est devenu de bon ton, à droite, d'opposer la « France d'en haut » (les autres) et celle « d'en bas » (eux). Non que la droite se soit convertie à la lutte des classes... Ce n'est qu'une consternante façon d'entretenir la suspicion, voire la haine, entre le peuple et ceux qui, issus du peuple, choisis par lui en ce qui concerne les élus, assument des responsabilités particulières.

Cela dit, l'émergence de cette expression est aussi la sanction d'attitudes parfois insupportables. Ce n'est pas parce que l'on est élu ou que l'on assume des responsabilités dans une administration que l'on a nécessairement raison contre tous. A nous aussi d'éviter l'arrogance et la suffisance. Ça ne va pas toujours de soi ...

Le bon sens ou la lepénisation du vocabulaire

« **Bon sens** » est à la « France d'en bas » ce que « gouvernance » est à la « France d'en haut ». Expression inscrite au vocabulaire de Le Pen de longue date, elle vient d'entrer à celui du gouvernement. Un tel glissement n'est pas anodin. Le « bon sens », ce n'est plus, comme aux siècles passés, l'autonomie de jugement et la raison,

c'est au contraire ce qui ne se discute pas et dispense de penser par soi-même. Derrière un côté bon enfant, c'est un « totalitarisme tranquille » qui s'installe sur la vie politique du pays.

Gardons, pour ce qui nous concerne, une capacité d'indignation et de résistance face au « cours naturel » des choses. Non, dans les sociétés humaines, la lutte contre les inégalités et l'épanouissement de chacune et chacun ne vont pas de soi. C'est pourtant notre combat.

Démocratie et décentralisation : seule la gauche a un bilan et une ambition juste

Non contente d'imposer son vocabulaire, la droite s'attache à rendre indiscernable celui de la gauche. Démocratie, décentralisation : voilà des idées historiquement défendues et mises en œuvre par la gauche démocratique en France depuis des décennies. Et voilà que la droite semble vouloir, sur ce terrain, nous donner des leçons ! Son dessein : contre le projet progressiste que nous portons, opposer qu'il ne s'agit que d'« idées de bon sens », exemptes de tout caractère « idéologique ». Revenons donc aux projets de chacun.

Quand la droite se prétend plus démocrate que la gauche...

« **Démocratie locale** », « **démocratie directe** », « **démocratie participative** » : pour la droite, tous les qualificatifs sont bons pour se prétendre plus démocrate que la gauche.

La droite veut « plus » de « démocratie locale », avec pour slogan : « ne laissons pas ceux d'en haut décider pour nous ». Le risque majeur serait le glissement progressif de cette idée vers la suivante : « ne laissons pas dire l'intérêt général sur ce qui nous concerne ». Cet argument pourrait servir à justifier, à terme, une gestion communautaire ou corporatiste des dossiers.

Démocratie participative ensuite. La droite, qui n'a pourtant pas grand chose à son actif dans ce domaine, tente de s'approprier cette idée. Idée qu'elle a subie, idée qu'elle entrave autant qu'elle le peut, idée qu'elle galvaude au besoin.

Subie, car si la droite a inventé les pays avec la loi Pasqua, elle ne leur a donné aucune obligation de dialogue avec les acteurs sociaux. Ce sont les lois sur les pays et les agglomérations votées par la gauche qui ont institué les conseils de

Si certains élus de droite ont, en apparence ou réellement, un certain souci de la participation des habitants, la droite, nationalement, a toujours failli à faire avancer ce projet.

Faire vivre la démocratie locale, c'est permettre aux élus d'exercer pleinement leurs responsabilités et c'est, grâce à la péréquation, leur en donner les moyens.

développement dans les pays et les agglomérations.

Entravée, quand la droite a réduit autant qu'elle l'a pu la place des conseils de quartiers dans la récente loi sur la démocratie de proximité.

Entravée aussi, quand la droite rechigne à permettre de véritables débats publics sur des choix d'aménagement nationaux ou locaux ou ouvre les enquêtes publiques, ... le 1^{er} août !

Galvaudée aussi (mais parfois aussi à gauche ...), quand les conseils de développement des pays ou des agglomérations sont verrouillés dans leur constitution et endormis dans leur réflexion.

Galvaudée quand la droite se réclame de la démocratie participative ou du développement local pour cogérer avec le seul Medef ! Ça s'est vu ...

Ne nous laissons pas aveugler : si certains élus de droite ont, en apparence ou réellement, un certain souci de la participation des habitants, la droite, nationalement, a toujours failli à faire avancer ce projet.

Démocratie directe, enfin, c'est-à-dire l'appel au référendum. Pourquoi pas, localement ou nationalement, sur certains sujets. Il faut toutefois se garder du populisme, de l'immobilisme ou de la manipulation. On voit bien comment certains projets urbains peuvent être bloqués par la coalition d'intérêts corporatistes ou particuliers ou au contraire, comment un élu peut, à tout moment, obtenir un plébiscite de son action.

« Le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout » (Jaurès)

Reprenons la main sur ces sujets pour défendre nos projets et, disons-le, nos idéaux.

Pour nous, mieux faire vivre la **démocratie locale représentative** (c'est-à-dire élue), cela suppose trois conditions.

- Permettre aux élus du suffrage universel local d'exercer pleinement leurs responsabilités. Cela suppose la simplification des procédures, l'extension et la clarification des compétences, notamment entre les communes, qui doivent garder un socle de compétences propres, et les intercommunalités. Cela impose des moyens à la hauteur de ces responsabilités : c'est le rôle de la péréquation, c'est-à-dire de la redistribution nationale des richesses.
- Avoir des élus plus représentatifs du corps électoral. Une meilleure représentation

des villes dans les conseils généraux, un raccourcissement du mandat des sénateurs, un débat public sur les orientations des intercommunalités à l'occasion, au moins en ville, de l'élection au suffrage universel direct de leurs représentants doivent y concourir. La parité, un statut de l'élu renforcé et le vote des étrangers aux élections locales en sont aussi les conditions.

- Veiller à la place donnée à l'opposition dans les structures intercommunales (l'élection directe pourrait le permettre), les organismes extérieurs (HLM, ...) et dans les vecteurs de communication municipale.

Sur ce dernier point, il ne faut pas oublier que le débat pluraliste, plus ou moins bien garanti par la diversité des média nationaux, n'est que rarement assuré localement : la presse régionale est souvent, dans nos régions, unique, et ne facilite pas la controverse et le débat. C'est une raison de plus pour exiger, comme l'a fait la loi sur la démocratie de proximité, une réelle pluralité d'information dans les supports municipaux, départementaux ou régionaux.

Sur ceux de ces sujets qui ne demandaient pas l'aval du Sénat, notre bilan, même inachevé, mérite d'être défendu.

La **démocratie participative** n'est pas concurrente de la démocratie représentative, au contraire : elle doit être son alliée.

Il importe de revenir aux fondements de notre engagement : avant d'être un outil, la démocratie participative est, pour les socialistes, une exigence humaniste. Faire vivre la démocratie participative, c'est préférer l'esprit critique à l'esprit de soumission, c'est contribuer à former des citoyens conscients de l'intérêt général, actifs et engagés : pour une part, c'est une nouvelle forme d'éducation populaire. Quelles que soient les difficultés rencontrées, ce principe, avec sa part d'utopie, doit guider notre action.

La démocratie participative est un outil pour que l'élaboration des politiques publiques se fasse en entendant la voix des citoyens ou de leurs représentants, syndicaux, professionnels, associatifs. Elle doit aider à donner force et pertinence à l'action publique menée par les élus.

Certains l'organisent autour des corps intermédiaires, dans les conseils économiques et sociaux, Comités de bassin d'emploi, Conseils de développement et même certains conseils de quartiers. D'autres, sur des espaces de mobilisation plus proches des citoyens, favorisent une

La démocratie participative doit être l'alliée de la démocratie représentative.

participation directe de toutes celles et tous ceux qui veulent prendre part à la vie collective : élaboration de projets intercommunaux ou communaux en milieu rural, projets de quartiers, ...

Bien sûr, le lobbying, la défense d'intérêts particuliers ou plus simplement une forme d'élitisme sont des risques permanents. C'est pourquoi l'appui des corps intermédiaires, non pas pour qu'ils verrouillent le système mais pour qu'ils aident à l'ouvrir à tous et à relayer des points de vue et des débats peut être utile.

Renoncer à organiser la participation des citoyens au débat public, au prétexte que chacun consulte et « fait de la démocratie participative comme Monsieur Jourdain faisait de la prose » fait courir à notre sens un risque plus grand encore. Le risque, pour l' élu, c'est de n'entendre plus que la voix de son entourage et des interlocuteurs qu'il se sera choisis. Or il est bien plus difficile de céder aux pressions de ces derniers qu'à celles de groupes d'intérêts repérés comme tels. On se prive par ailleurs, par une consultation en tête à tête, des fruits d'un échange entre acteurs locaux au sein d'un conseil dûment organisé.

Gardons à l'esprit ce principe, inscrit à l'article 6 de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « *La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par l'intermédiaire de leurs représentants à sa formation* ». La démocratie représentative, qui est la clé de la vie politique dans toutes les démocraties modernes, n'interdit pas l'intervention régulière des citoyens dans le débat public en dehors des périodes d'élection. C'est heureux ! Sachons en témoigner et en tirer profit dans l'exercice de nos responsabilités locales.

Pour ne pas être formelle, la démocratie participative suppose que la décision soit prise à un échelon où le débat peut s'organiser. Elle accompagne la décentralisation qui en est le préalable.

Décentralisation : deux projets qui s'opposent

Décentralisation enfin : ne nous laissons pas voler l'idée en donnant le sentiment que nous ne voudrions plus avancer. Seuls les socialistes l'ont mise en œuvre dans les vingt dernières années, d'abord avec François Mitterrand à travers les lois Mauroy et Defferre jusque tout récemment encore grâce à la loi de février 2002 sur la

démocratie de proximité. N'oublions pas, quand les régions gèreront les ports, qu'elles prendront de nouvelles responsabilités dans les domaines de l'environnement, du tourisme ou de la formation professionnelle, d'en revendiquer la paternité. Car si la mise en œuvre effective de ces avancées se fait sous la droite, elles auront été décidées sous la gauche.

A gauche, la décentralisation c'est plus de libertés locales sans rupture de l'égalité nationale. C'est légitimer toujours plus l'action publique parce que menée plus près des gens, elle répond mieux à leurs besoins.

A droite, la décentralisation, sous couvert de « démocratie » et d'« efficacité », ce n'est pas tant le renforcement des collectivités locales que l'affaiblissement de l'Etat.

Derrière la décentralisation, existe le risque de creuser les inégalités entre territoires si l'Etat, de son côté, ne répartit pas les dotations de façon à donner plus à ceux qui ont moins. Or la droite n'en veut pas qui revendique, d'une part « l'autonomie fiscale » des collectivités locales c'est-à-dire la diminution de la part des dotations de l'Etat au profit des recettes locales – donc inégalitaires entre régions- et qui, d'autre part, considère toute « discrimination positive » comme illégitime et inefficace car freinant le jeu naturel de la compétition entre les territoires.

Laissons ici la parole à François Hollande dans sa réponse au discours de politique générale de Jean-Pierre Raffarin le 3 juillet 2002 : « La décentralisation, c'est bien plus qu'une réorganisation de compétences entre les niveaux d'administration. C'est avant tout une répartition différente des moyens et des ressources entre collectivités. Le grand enjeu, c'est l'égalité des chances entre les territoires. (...) Rien ne sera possible sans une péréquation des recettes entre les collectivités locales, sans une réforme profonde de la fiscalité et une distribution plus équitable des dotations de l'Etat. Là est la vraie mutation et aussi le vrai clivage (...). A défaut, c'est l'aggravation des inégalités et l'éclatement de la solidarité qui risque d'(en) résulter (...). »

Pour le débat qui s'ouvre, voilà notre feuille de route.

Irène Félix
Secrétaire nationale
au développement local
Vice-Présidente de la FNESR
août 02

A gauche, la décentralisation c'est plus de libertés locales sans rupture de l'unité nationale. C'est relégitimer l'action publique parce que, menée plus près des gens, elle répond mieux à leurs besoins.